

Brochure n° 3085

Convention collective nationale
IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT

ACCORD DU 30 MAI 2011
RELATIF AUX CONGÉS DE FIN D'ACTIVITÉ ET ANNEXES DE FINANCEMENT
NOR : ASET1150929M
IDCC : 16

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions des accords des 28 mars 1997 (CFA « Marchandises ») et 2 avril 1998 (CFA « Voyageurs »), à compter de leur 60^e anniversaire, les bénéficiaires d'un congé de fin d'activité peuvent faire liquider leurs droits à la retraite et bénéficier de leur pension d'assurance vieillesse à taux plein, soit dans les conditions de droit commun, soit dans les conditions fixées par le titre III du décret n° 55-1297 du 3 octobre 1955.

En portant progressivement l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans, la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a un impact sur le régime des congés de fin d'activité dans la mesure où ses bénéficiaires, atteignant l'âge de 60 ans à compter du 1^{er} juillet 2011, ne peuvent plus faire liquider leurs droits à retraite et bénéficier de leur pension d'assurance vieillesse dans ces conditions.

Ce nouvel environnement juridique a amené les partenaires sociaux à exprimer aux représentants de l'Etat, au plus haut niveau, depuis plusieurs mois :

- d'une part, leurs préoccupations sur la situation des bénéficiaires actuels du régime qui, lorsqu'ils en sortiront à compter du 1^{er} juillet 2011, ne pourront bénéficier de leur pension d'assurance vieillesse à taux plein car ils n'auront pas l'âge requis ;
- d'autre part, leur attachement à la pérennité des congés de fin d'activité de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport.

Dans le cadre du présent accord, les partenaires sociaux prenant acte :

- de l'évolution du contexte de la création des congés de fin d'activité à différents titres qui justifie de les faire évoluer ;
- de l'attachement marqué par l'Etat à la pérennité des congés de fin d'activité ;
- de la volonté exprimée par l'Etat et les partenaires sociaux de n'augmenter ni les prélèvements sur la profession ni leurs contributions aux régimes des CFA ;
- des engagements pris par l'Etat de faire évoluer les dispositions réglementaires (titres II et III du décret n° 55-1297 du 3 octobre 1955 modifié) relatives aux droits des conducteurs et des convoyeurs à la retraite à taux plein afin de les mettre en adéquation avec les nouvelles dispositions législatives et réglementaires relatives à la retraite ainsi qu'avec les dispositions adaptées des accords fondateurs des congés de fin d'activité ;

– des engagements également pris par l'Etat de poursuivre sa participation au financement des congés de fin d'activité dans les conditions fixées par le présent accord, conviennent d'apporter aux dispositions des accords des 28 mars 1997 et 11 avril 1997 (CFA « Marchandises » et FONGECFA-Transport), d'une part, et des 2 avril 1998 et 29 mai 1998 (CFA « Voyageurs » et AGECEFA-Voyageurs), d'autre part, les modifications qui suivent :

Remarque liminaire relative à l'âge requis des conducteurs et convoyeurs pour faire valoir leurs droits à une retraite à taux plein.

Les partenaires sociaux rappellent la nécessité de réviser, dans la perspective d'une mise en œuvre au 1^{er} novembre 2011, les titres II et III du décret n° 55-1297 du 3 octobre 1955 modifié pour prendre en compte les nouvelles dispositions relatives à l'âge légal de départ en retraite afin que les conducteurs et convoyeurs puissent faire valoir leurs droits à une retraite à taux plein.

Cette révision permet :

- la sécurisation juridique de leur situation au regard desdits droits ;
- la cohérence de la mise en œuvre effective des mesures du présent accord.

Article 2

Age d'entrée dans les régimes à compter du 1^{er} juillet 2011

2.1. Situation générale

A compter du 1^{er} juillet 2011, l'âge d'entrée dans les régimes des congés de fin d'activité est porté de 55 à 57 ans.

2.2. Cas particuliers

Par exception au principe énoncé au 2.1. et afin de prendre en compte des situations particulières, peuvent également entrer dans les régimes des congés de fin d'activité à compter du 1^{er} juillet 2011 :

A. – Les conducteurs ou les convoyeurs dont l'âge est compris entre 55 ans et 57 ans dès lors qu'ils ont atteint l'âge de 55 ans au 1^{er} juillet 2011 et qu'ils ont rempli à cette date la condition des :

- 30 années de conduite exigées par l'accord du 2 avril 1998 pour ce qui concerne les conducteurs routiers « Voyageurs » ;
- 25 années de conduite exigées par l'accord du 28 mars 1997 pour ce qui concerne les conducteurs routiers « Marchandises » ;
- 20 années d'exercice d'un emploi de convoyeur au sein d'un équipage exigées par le protocole d'accord du 22 mai 2000.

B. – Sans pouvoir y être présents au-delà de leur 60^e anniversaire, les conducteurs et les convoyeurs âgés de 55 à 57 ans susceptibles de bénéficier des mesures relatives au départ anticipé à la retraite communément appelé « pour carrière longue » dans les conditions fixées par les dispositions réglementaires.

C. – Les conducteurs « Marchandises » ou les convoyeurs âgés de 55 à 57 ans qui, avant le 30 juin 2011, ont demandé à bénéficier de la dérogation temporaire aux conditions d'ouverture du droit aux congés de fin d'activité dans le respect des dispositions de l'accord du 30 juin 2009 et de son avenant du 28 juin 2010.

Article 3

Allocation de congé de fin d'activité perçue par les bénéficiaires maintenus dans les régimes

Les bénéficiaires des congés de fin d'activité maintenus dans les régimes conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du présent accord continuent de percevoir leur allocation et ce, jusqu'à ce

qu'ils puissent bénéficier de leur pension d'assurance vieillesse à taux plein, dans les conditions fixées par lesdits régimes.

Article 4

Financement des allocations versées pendant la période de maintien des bénéficiaires dans les régimes des congés de fin d'activité

Le financement des allocations versées pendant la période de maintien dans les régimes des congés de fin d'activité des bénéficiaires visés à l'article 1^{er} du présent accord est assuré, entre l'Etat et les partenaires sociaux, dans les conditions fixées dans le document annexé au présent accord et qui en fait partie intégrante.

Article 5

Dispositions diverses

5.1. Commission de suivi

Les parties signataires du présent accord conviennent de la mise en place d'une commission composée de leurs représentants.

Cette commission de suivi ne saurait ni se substituer aux instances du FONGECFA-Transport ou de l'AGECFA-Voyageurs ni se saisir de quelque question que ce soit entrant dans leur champ de compétence.

5.2. Ouverture d'une négociation portant réforme des régimes des congés de fin d'activité

Au-delà des adaptations opérées par le présent accord, les partenaires sociaux conviennent d'ouvrir une négociation 2 ans après son entrée en vigueur afin d'apporter aux accords fondateurs des régimes des congés de fin d'activité les réformes qui s'imposent et permettant de les pérenniser.

Cette négociation sera menée dans le respect des règles en vigueur de compétence *ratione materiae* de la CNIC. L'Etat sera associé à son déroulement afin de parvenir aux équilibres financiers ou clefs de répartition les plus pertinents au regard de l'objectif affiché.

5.3. Les dispositions du présent accord ne remettent pas en cause les prérogatives des conseils d'administration des organismes gestionnaires FONGECFA-Transport et AGECEFA-Voyageurs telles que définies dans leurs accords fondateurs.

5.4. Entrée en vigueur du présent accord

Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature.

5.5. Dépôt et publicité

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi et de la santé et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-1 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 30 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

TLF ;
UFT ;
OTRE ;
UNOSTRA.

Syndicats de salariés :

FGT CFTC ;

FNCR ;

FGTE CFDT ;

SNATT CFE-CGC.

ANNEXE I

Accord sur les conditions de financement mentionnées à l'article 4 de l'accord du 30 mai 2011 portant adaptation des dispositions relatives aux congés de fin d'activité (CFA)

Vu l'accord du 30 mai 2011 portant adaptation des dispositions relatives aux congés de fin d'activité (CFA) et notamment son article 4,

Considérant l'accord de l'Etat et des partenaires sociaux de prendre en charge à parts égales le surcoût induit par les dispositions prévues à l'article 1^{er} de l'accord susvisé ;

Considérant l'accord de l'Etat et des partenaires sociaux de répartir le report de trésorerie induit par les dispositions prévues à l'article 2.1 de l'accord susvisé au prorata du taux de financement du dispositif global tel qu'assuré par chacune des parties ;

Considérant en outre que le présent accord financier intègre un objectif de reconstitution des fonds propres du FONGECFA-Transport sans altérer les fonds propres de l'AGECFA-Voyageurs, répondant ainsi à une demande des partenaires sociaux,

Les parties signataires sont convenues de ce qui suit :

- le surcoût induit par les dispositions prévues à l'article 1^{er} de l'accord susvisé est évalué à 282,67 millions d'euros, répartis de la façon suivante : 141,34 millions d'euros (50 %) à la charge de l'Etat et 141,34 millions d'euros (50 %) à la charge des partenaires sociaux ;
- le report de trésorerie induit par les dispositions prévues à l'article 2.1 de l'accord susvisé est évalué à 428,95 millions d'euros, répartis de la façon suivante : 188,74 millions d'euros (44 %) au bénéfice de l'Etat et 240,21 millions d'euros (56 %) au bénéfice des partenaires sociaux.

Le tableau ci-dessous résume l'équilibre financier résultant du présent accord :

| EN MILLION d'euros | TOTAL | ÉTAT | | PARTENAIRES SOCIAUX | |
|----------------------|--------|--------|------|---------------------|------|
| Surcoût | 282,67 | 141,34 | 50 % | 141,34 | 50 % |
| Report de trésorerie | 428,95 | 188,74 | 44 % | 240,21 | 56 % |
| Solde | 146,28 | 47,40 | 32 % | 98,88 | 68 % |

La présentation des concours financiers des différentes parties par exercice comptable (2011-2017) fait l'objet d'un document technique signé par les parties signataires du présent accord et communiqué aux gestionnaires des régimes aux fins de leurs mises en œuvre.

Les parties signataires s'engagent à adopter les dispositions nécessaires pour assurer respectivement à l'Etat et aux partenaires sociaux des soldes de trésorerie équilibrés sur la durée.

ANNEXE II

Le document technique ci-dessous traduit, sur l'ensemble de la période de transition des régimes, les concours financiers des différentes parties (Etat et partenaires sociaux, PS) par exercices comptables.

AGECFA/FONGECFA

| DATE D'EFFET CFA | DATE de naissance | ÂGE | DURÉE MAXIMUM de la prise en charge (en année) | QUI | EXERCICE comptable | QUOTE-PART DE PRISE EN CHARGE | | |
|--|--|------------------|--|------------------------|-----------------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| | | | | | | Allocations (en pourcentage) | CNAV-CNAM (en pourcentage) | ARRCO-AGIRC (en pourcentage) |
| Avant le 30 juin 2011 | 1 ^{er} juillet 1951 – 30 juin 1956 | De 55 à 57,5 ans | 2,5 | Partenaires sociaux | Tous exercices | 100 | 100 | 100 |
| | | De 57,5 à 60 ans | 2,5 | Etat | Tous exercices | 80 | 100 | 0 |
| | | De 57,5 à 60 ans | 2,5 | Partenaires sociaux | Tous exercices | 20 | 0 | 100 |
| Après le 1 ^{er} juillet 2011 | 1 ^{er} juillet 1951 – 30 juin 1956 * | De 55 à 57,5 ans | 2,5 | Partenaires sociaux | Tous exercices | 100 | 100 | 100 |
| | | De 57,5 à 60 ans | 2,5 | Etat | Tous exercices | 80 | 100 | 0 |
| | | De 57,5 à 60 ans | 2,5 | Partenaires sociaux | Tous exercices | 20 | 0 | 100 |
| | Après le 30 juin 1956 | De 57 à 59,5 ans | 2,5 | Partenaires sociaux | Tous exercices | 100 | 100 | 100 |
| | | De 59,5 à 62 ans | 2,5 | Etat | Tous exercices | 80 | 100 | 0 |
| | | De 59,5 à 62 ans | 2,5 | Partenaires sociaux | Tous exercices | 20 | 0 | 100 |
| * Si conditions d'ancienneté de conduite non respectées au 30 juin 2011, report de l'âge d'entrée à 57 ans sauf exceptions prévues à l'accord. | | | | | | | | |

AGECFA (toutes dates d'effet)

Date de naissance : 1^{er} juillet 1951 – 30 juin 1956.

Age : de 60 ans à l'âge de la retraite.

Durée maximum de la prise en charge : 2 ans.

Qui : Etat.

| EXERCICES comptables | BESOIN (-) de trésorerie total* | QUOTE-PART de prise en charge | | EXCÉDENTS (+) prévisionnels de trésorerie* | SOLDES prévisionnels de trésorerie* |
|---|---------------------------------------|----------------------------------|----------------|--|---|
| | | En montant | En pourcentage | | |
| 2011 | - 339 813 | - 16 991 | 5 | 0 | - 16 991 |
| 2012 | - 2 614 073 | - 261 407 | 10 | 0 | - 261 407 |
| 2013 | - 3 708 582 | - 370 858 | 10 | 1 582 945 | 1 212 087 |
| 2014 | - 5 530 370 | - 1 382 593 | 25 | 5 544 410 | 4 161 817 |
| 2015 | - 8 322 065 | - 4 577 136 | 55 | 8 603 677 | 4 026 542 |
| 2016 | - 6 027 201 | - 1 205 440 | 20 | 5 331 163 | 4 125 723 |
| 2017 | - 1 263 072 | - 126 307 | 10 | 688 950 | 562 643 |
| Total | - 27 805 176 | - 7 940 732 | 28,6 | 21 751 146 | 13 810 414 |
| * Les soldes (+) constituent des excédents de trésorerie et les soldes (-) des besoins de trésorerie. | | | | | |

AGECFA (toutes dates d'effet)

Date de naissance : 1^{er} juillet 1951 – 30 juin 1956.

Age : de 60 ans à l'âge de la retraite.

Durée maximum de la prise en charge : 2 ans.

Qui : partenaires sociaux.

| EXERCICES comptables | BESOIN (-) de trésorerie total* | QUOTE-PART de prise en charge | | EXCÉDENTS (+) prévisionnels de trésorerie* | SOLDES prévisionnels de trésorerie* |
|---|---------------------------------------|----------------------------------|----------------|--|---|
| | | En montant | En pourcentage | | |
| 2011 | - 339 813 | - 322 823 | 95 | 691 303 | 368 480 |
| 2012 | - 2 614 073 | - 2 352 666 | 90 | 4 988 276 | 2 635 610 |
| 2013 | - 3 708 582 | - 3 337 723 | 90 | 7 233 826 | 3 896 103 |
| 2014 | - 5 530 370 | - 4 147 778 | 75 | 4 056 508 | - 91 269 |
| 2015 | - 8 322 065 | - 3 744 929 | 45 | 1 923 561 | - 1 821 368 |
| 2016 | - 6 027 201 | - 4 821 761 | 80 | 940 794 | - 3 880 967 |
| 2017 | - 1 263 072 | - 1 136 765 | 90 | 121 579 | - 1 015 185 |
| Total | - 27 805 176 | - 19 864 444 | 71,4 | 19 955 848 | 91 403 |
| * Les soldes (+) constituent des excédents de trésorerie et les soldes (-) des besoins de trésorerie. | | | | | |

FONGEFA (toutes dates d'effet)

Date de naissance : 1^{er} juillet 1951 – 30 juin 1956.

Age : de 60 ans à l'âge de la retraite.

Durée maximum de la prise en charge : 2 ans.

Qui : Etat.

| EXERCICES comptables | BESOIN (-) de trésorerie total* | QUOTE-PART de prise en charge | | EXCÉDENTS (+) prévisionnels de trésorerie* | | SOLDES prévisionnels de trésorerie* |
|-------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------|---|----------------------|---|
| | | En montant | En pourcentage | Transfert Etat-PS (a) | Conservation Etat | |
| 2011 | - 4 487 875 | - 224 394 | 5 | 250 000 | 0 | 25 606 |
| 2012 | - 24 658 250 | - 1 232 912 | 5 | 13 250 000 | 0 | 12 017 088 |
| 2013 | - 36 691 305 | - 4 769 870 | 13 | - 6 611 402 | 11 909 158 | 2 639 289 |
| 2014 | - 50 459 589 | - 34 312 520 | 68 | - 11 882 772 | 41 641 800 | 2 829 280 |
| 2015 | - 69 634 096 | - 57 099 958 | 82 | - 15 913 431 | 64 376 341 | 2 776 382 |
| 2016 | - 54 464 678 | - 34 857 394 | 64 | - 7 420 103 | 41 852 363 | 6 994 969 |
| 2017 | - 14 471 091 | - 868 265 | 6 | - 1 278 041 | 7 208 664 | 6 340 398 |
| Total | - 254 866 883 | - 133 365 314 | 52 | - 29 605 749 | 166 988 326 | 33 623 012 |

(a) Un transfert Etat-partenaires sociaux signé positif est un transfert des partenaires sociaux vers l'Etat, signé négatif un transfert de l'Etat vers les partenaires sociaux.
* Les soldes (+) constituent des excédents de trésorerie et les soldes (-) des besoins de trésorerie.

FONGEFA (toutes dates d'effet)

Date de naissance : 1^{er} juillet 1951 – 30 juin 1956.

Age : de 60 ans à l'âge de la retraite.

Durée maximum de la prise en charge : 2 ans.

Qui : partenaires sociaux.

| EXERCICES comptables | BESOIN (-) de trésorerie total* | QUOTE-PART de prise en charge | | EXCÉDENTS (+) prévisionnels de trésorerie* | | SOLDES prévisionnels de trésorerie* |
|-------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------|---|-----------------------|---|
| | | En montant | En pourcentage | Transfert Etat-PS (a) | PS dont transferts | |
| 2011 | - 4 487 875 | - 4 263 481 | 95 | 250 000 | 5 405 250 | 1 141 769 |
| 2012 | - 24 658 250 | - 23 425 337 | 95 | 13 250 000 | 32 682 777 | 9 257 440 |
| 2013 | - 36 691 305 | - 31 921 436 | 87 | - 6 611 402 | 76 993 301 | 45 071 865 |
| 2014 | - 50 459 589 | - 16 147 068 | 32 | - 11 882 772 | 52 005 482 | 35 858 413 |
| 2015 | - 69 634 096 | - 12 534 137 | 18 | - 15 913 431 | 34 280 276 | 21 746 139 |
| 2016 | - 54 464 678 | - 19 607 284 | 36 | - 7 420 103 | 16 115 244 | - 3 492 040 |
| 2017 | - 14 471 091 | - 13 602 826 | 94 | - 1 278 041 | 2 775 695 | - 10 827 131 |
| Total | - 254 866 883 | - 121 501 569 | 48 | - 29 605 749 | 220 258 024 | 98 756 455 |

(a) Un transfert Etat-partenaires sociaux signé positif est un transfert des partenaires sociaux vers l'Etat, signé négatif un transfert de l'Etat vers les partenaires sociaux.
* Les soldes (+) constituent des excédents de trésorerie et les soldes (-) des besoins de trésorerie.

Les chiffres indiqués en valeur absolue le sont à titre prévisionnel.